

Objectif Oman

Décembre 2016



Faits saillants

- Oman réduit sa production de pétrole brut de 45000 barils / jour en appui à la décision de l'OPEP
- Prix moyen du baril de pétrole omanais à 39 USD en 2016 et hypothèse d'un cours à 45 USD en 2017
- Hausses successives du taux REPO et confirmation de la remontée des taux d'intérêt
- L'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) accorde à Oman deux prêts d'un montant total de 301 M USD pour le développement de la zone économique de Duqm (ligne ferroviaire et port)

CLIMAT DES AFFAIRES

Vers une meilleure protection des investisseurs et une régulation plus souple du marché des capitaux

L'autorité omanaise des marchés financiers (*Capital Market Authority*), en charge de la régulation du marché domestique des capitaux et de la supervision du secteur des assurances, a préparé un projet de loi destiné à flexibiliser davantage le fonctionnement et la réglementation du marché des capitaux tout en assurant une meilleure protection des investisseurs. Le projet de loi introduit notamment la création de nouveaux types de placements collectifs susceptibles de mieux répondre aux standards internationaux les plus élevés définis par l'*International Organisation of Securities Commission* (IOSCO). Le projet de loi entend notamment attirer davantage d'investisseurs particuliers, l'idée étant d'élargir progressivement le marché omanais des capitaux, l'un des plus étroits de la région (44,5 Mds USD de capitalisation) malgré une performance satisfaisante, en particulier dans le contexte actuel de faibles cours du baril de pétrole. Depuis janvier 2016, l'indice MSM (*Muscat Securities Market*) a progressé de +3,6 % et en novembre dernier, les volumes d'échanges sur le marché boursier se sont élevés à près de 80 M OMR, soit le niveau le plus élevé depuis mai 2016. La loi actuelle, datant de 1998, devrait ainsi être en large partie remplacée. Les acteurs financiers concernés (sociétés de gestion d'actifs, compagnies d'audit...) ont jusqu'au 9 février 2017 pour faire valoir leurs commentaires. La nouvelle loi devrait entrer en vigueur dès 2017.

Oman recule de -7 rangs dans le classement 2016 du Forum Mondial sur la facilitation du commerce

Dans le dernier rapport 2016 sur la facilitation du commerce (*the global enabling trade report*) établi par le Forum Economique Mondial, Oman a enregistré un repli de -7 places par rapport au précédent rapport (datant de 2014) se classant au 46^{ème} rang sur 136 pays. Appréhendés à travers 7 critères principaux (accessibilité au marché national et international, efficacité et transparence de l'administration douanière...), le rapport met en exergue les progrès et points à améliorer dans le domaine de la politique commerciale du Sultanat. Si Oman se distingue favorablement des autres pays de la région s'agissant des progrès effectués en matière d'accessibilité au marché national (25^{ème}, +33 places comparé au classement 2014), il ne figure qu'au 118^{ème} rang s'agissant de l'accès au marché international compte tenu notamment du manque d'infrastructures dédiées. Au sein des pays de la zone Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA), les Emirats Arabes Unis (EAU) arrivent en tête (23^{ème} rang mondial), le Sultanat d'Oman figurant à la 6^{ème} position (et 4^{ème} en ne considérant que les pays du Conseil de Coopération du Golfe). Ces derniers, à l'exception des EAU, subissent tous une dégradation de leur position, reflet en large partie de leur dépendance toujours marquée à l'égard des hydrocarbures, limitant ainsi le degré de leur participation aux chaînes de valeur mondiale. A noter que Singapour (1^{er}) et la France (13^{ème}) conservent leur rang de 2014.

Oman 46th / 136

Enabling Trade Index
2016



INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

Oman s'engage à réduire sa production de pétrole brut de 45 000 barils / jour

Oman s'est engagé à réduire à compter du 1^{er} janvier 2017 sa production d'hydrocarbures de 45 000 barils/jour rejoignant ainsi une dizaine d'autres pays producteurs non-membres de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) participant à l'effort global de réduction de la production de pétrole brut à l'échelle mondiale. Alors que les pays de l'OPEP se sont entendus le 30 novembre pour baisser leur production de 1,2 million de barils/jour, à 32,5 millions de barils/jour, dix pays non membres, au premier rang desquels la Russie, mais aussi le Mexique ou l'Azerbaïdjan, ont ainsi pris l'engagement de diminuer de 558 000 barils par jour les volumes de leur production agrégée. Ces décisions devraient contribuer à rééquilibrer plus rapidement que prévu le marché mondial en réduisant parallèlement la surabondance des stocks. Si pour le Sultanat d'Oman, l'effort reste relativement mesuré, permettant du reste de relâcher quelque peu la pression autour du seuil historique de production atteint en 2016 de 1 million de barils/jour, l'effet valeur retiré par cette décision devrait plus que compenser l'effort induit sur les volumes.

Annonce d'un Budget 2017 établi sur la base d'un cours du baril de pétrole à 45 USD

Alors que le prix moyen du baril omanais s'est élevé en 2016 à 39 USD, le projet de budget pour 2017 a été élaboré sur la base d'un prix moyen du baril de 45 USD. Le montant des recettes attendu s'élèverait à 8,7 Mds OMR (8,6 Mds d' OMR en 2016) alors que celui des dépenses serait ramené de 11,9 à 11,7 Mds OMR, un effort un peu moins prononcé qu'attendu initialement. Compte tenu du déficit prévisionnel résultant, de 3 Mds OMR en 2017, à comparer avec un déficit de 5,3 Mds OMR sur l'ensemble de l'année 2016 (dépassant ainsi largement le déficit de 3,3 Mds OMR projeté dans le Budget 2016), les autorités ont confirmé leur intention d'émettre en 2017 entre 1,5 et 2 Mds USD d'obligations sur le marché international de la dette pour couvrir en majorité les besoins de financement. Malgré les volumes d'émissions de dettes souveraines attendues en 2017 dans l'ensemble de la région, les autorités considèrent que la dette omanaise restera attractive, au prix toutefois d'une probable hausse des rendements offerts.

Vers une hausse régulière et continue des taux d'intérêt en réponse aux pressions sur la liquidité

Confrontées aux tensions haussières sur la liquidité, reflet en large partie de la baisse des dépôts bancaires du Gouvernement due aux moindres rentrées en devises induites par la faiblesse des cours du pétrole, les banques commerciales devraient prochainement procéder à un relèvement des taux d'intérêt facturés à leur clientèle. Le 15 décembre, *Bank Sohar* a ainsi relevé ses taux d'intérêt, tant pour les prêts que pour les dépôts, se traduisant désormais par un taux de 5,5 % pour les crédits aux particuliers contre 4,99 % précédemment. Alors que la normalisation de la politique monétaire américaine devrait se poursuivre en 2017, avec 3 hausses prévues telles qu'annoncé à l'occasion du comité de politique monétaire du 14 décembre dernier, les taux d'intérêt en Oman pourraient rapidement être relevés, au risque de s'approcher de la limite maximale de 6 % fixée par la Banque centrale en ce qui concerne les prêts aux particuliers. Les autorités monétaires omanaises semblent du reste avoir anticipé le mouvement, ayant récemment relevé, certes légèrement, le taux REPO de refinancement (dont la formule repose sur le Libor) à 1,025 % puis 1,244 % contre 1 % précédemment. A noter que les créances douteuses du système bancaire sont passées de 2 % des prêts bruts à la fin juin 2015 à 2,1 % des prêts bruts à la fin du mois de juin 2016. Quant au ratio de solvabilité (*Capital Adequacy Ratio*), il a été ramené de 15,8 % à 15,1 % dans le même temps.

INFORMATIONS SECTORIELLES

Oman obtient deux prêts complémentaires par la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures d'un montant de 305 M USD destiné à participer au développement de la zone de Duqm

Le Sultanat d'Oman a obtenu en décembre l'octroi de deux prêts d'un montant global de 301 M USD de la part de la Banque asiatique pour les infrastructures (*Asian Infrastructure Investment Bank - AIIB*). Sollicitée pour la 1^{ère} fois depuis sa récente création par Oman, classé dans la catégorie des pays à hauts revenus par la Banque mondiale en dépit d'une baisse de -15 places l'an passé du fait de la baisse des cours du pétrole, l'AIIB a accordé deux prêts étroitement liés, l'un de 36 M USD destiné au projet de la ligne ferroviaire reliant Duqm aux mines du sud, l'autre de 265 M USD pour compléter les infrastructures autour du port de Duqm. En ce qui concerne le projet ferroviaire minier reliant Duqm aux mines du sud, le prêt de 36 M USD sur un coût global de 60 M USD, devrait permettre d'actualiser les *designs* précédemment réalisés par *Italferr* en 2014/15 destinés à l'origine au transport de biens et de passagers dans le cadre du projet régional de connexion entre les pays du GCC. Le prêt de 265 M USD pour un coût total de 353,3 M USD vise à compléter les infrastructures déjà existantes autour du port de Duqm en construisant des capacités de stockage, des routes d'accès, des terminaux dont un terminal pour le vrac, un réseau d'eau potable, un dispositif de lutte anti-incendie, des installations électriques et de télécommunications, des locaux administratifs ainsi que des centres de formation. L'enjeu principal de ces deux projets consiste à améliorer la connectivité de la zone de Duqm tout en exploitant davantage le secteur minier. La réalisation des deux tronçons de voies ferrées entre Duqm et les mines du sud doit en effet déboucher sur une valorisation du secteur des mines, l'une des priorités de diversification du Sultanat, mais la capacité à tirer davantage parti de l'exploitation minière repose aussi sur le développement, en parallèle, des capacités de stockage, de transformation et d'exportation autour du port de Duqm. Ce qui favoriserait également le développement du secteur de la logistique, autre priorité de diversification du pays.

Liquidation de la société Port Services Company dont les employés seront repris par Omran

Réunis en session extraordinaire le 7 décembre, les actionnaires de *Port Services Company (PSC)*, principal opérateur du port Sultan Qaboos depuis 1976, ont voté la liquidation de la société. Initialement prévue à compter du 1^{er} janvier 2017, la liquidation sera finalement effective à partir du 31 décembre 2017. Depuis le transfert des activités commerciales au port de Sohar en août 2014 pour faire du port Sultan Qaboos un port dédié aux activités touristiques, la situation économique du groupe s'était sensiblement détériorée. Le renouvellement de l'accord de concession par l'Etat au titre de 2017 n'étant économiquement plus viable, le groupe a donc opté pour la liquidation. En septembre, l'Etat avait cédé ses parts (35,5 %) à l'*Oman Investment Fund*. Les opérations et la gestion du Port seront reprises par le groupe public *Oman Tourism Development Company (Omran)*, le développeur du projet d'aménagement de la marina du port Sultan

Qaboos, connu sous le nom de *Mina Al Sultan Qaboos Waterfront Project*. Les 115 employés du port seront transférés directement à Omran sur des fonctions similaires.

La société Galfar Engineering & Contracting remporte un appel d'offre auprès de PDO

La société omanaise de construction, *Galfar Engineering & Contracting* a remporté un appel d'offre lancé par PDO pour le site pétrolier de Qarn Alam. Ce contrat d'une durée de quatre ans, avec une option de renouvellement pour six ans, comprend la construction de canalisations, de *pipelines*, de branchements de puits ainsi que l'ensemble des travaux civils, mécaniques et électriques du site. La société s'attend à générer des revenus d'environ 70 M OMR au cours de cette période de quatre ans. Au 3^{ème} trimestre, le groupe a indiqué que son carnet de commandes s'élevait à 690 M OMR contre 650 M OMR l'an passé sur la même période. Sur les neuf premiers mois 2016, le groupe a remporté plusieurs contrats d'une valeur de 285 M OMR (contre 132 M OMR sur les neuf premiers mois 2015). Outre la prolongation de contrat avec PDO, signée en avril dernier, pour des services de maintenance dans le Nord du pays jusqu'au 31 mars 2018 générant 120 M OMR de recettes supplémentaires, *Galfar* a ainsi obtenu le contrat pour la construction du projet Yibal Khuff (115 M OMR) avec PDO en mars 2016 ainsi qu'un contrat de 60,7 M OMR obtenu auprès de l'Autorité de la Zone Economique Spéciale de Duqm pour la construction d'un port de pêche.

Ouverture par Oman Air d'une nouvelle liaison aérienne entre Oman et la Chine

Le 10 décembre, la compagnie nationale *Oman Air* a ouvert une rotation entre Mascate et Guangzhou, assurée quatre fois par semaine. Cette nouvelle liaison s'inscrit dans la stratégie de long-terme du groupe qui souhaite afficher à terme un portefeuille de plus de 75 destinations desservies par environ 70 avions. *Oman Air* compte ouvrir d'autres liaisons vers la Chine ciblant en particulier Pékin, mais aussi plusieurs villes de taille moyenne. L'objectif de la multiplication des vols vers la Chine est double : attirer d'une part davantage de touristes chinois (l'Asie fournit 23 % du total des touristes en Oman en 2015) et favoriser, d'autre part, les investissements chinois vers le Sultanat en ciblant notamment l'hôtellerie et l'immobilier. La nouvelle liaison aérienne participe également de la volonté de soutenir plus avant la zone économique spéciale de Duqm dans laquelle la Chine a annoncé l'an passé un total de 10,7 Mds USD d'investissements d'ici à 2022 via la réalisation de plus d'une trentaine de projets dans l'industrie lourde, l'industrie manufacturière et le tourisme.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique de Mascate

Rédigées par : Marine Audras et Gilles Bordes

Revues par : Gilles Bordes
Chef du Service économique de Mascate

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/oman>